

Point 3.3

✓ Pour information

GOUVERNANCE TERRITORIALE MULTINIVEAUX ET FINANCEMENT DURABLE

Résumé et recommandations

Le Conseil politique sur la gouvernance territoriale multiniveaux et le financement durable vise à examiner les défis et les possibilités liés au renforcement d'une gouvernance territoriale multiniveaux efficace et à repenser les systèmes de financements publics infranationaux afin de concilier financement et durabilité.

Depuis sa création, le Conseil politique s'est penché sur la façon de mettre en œuvre une approche territoriale intégrée du développement, en accordant une attention particulière aux questions de gouvernance, de décentralisation et de cohésion territoriale via son soutien appuyé aux recherches menées dans le cadre de l'élaboration des rapports de l'Observatoire mondial sur la démocratie locale et la décentralisation (rapports GOLD) ainsi qu'à la localisation des financements en appui au développement durable.

Ce document présente les résultats des discussions du Conseil politique, qui alimenteront également le Pacte pour l'avenir, la stratégie renouvelée de l'Organisation mondiale à partir de 2022.

L'Assemblée générale est invitée à :

1. **Prendre note** du rapport du Conseil politique sur la gouvernance territoriale multiniveaux et le financement durable.

1. L'échelle locale et territoriale est essentielle pour repenser les systèmes de gouvernance afin de les rendre plus inclusifs. Répondre aux appels en ce sens et rétablir la confiance entre les citoyen·ne·s, les institutions et les communautés, à tous les niveaux, sont des étapes cruciales dans la mise en œuvre des agendas mondiaux. Les citoyen·ne·s, par l'intermédiaire de la société civile et de mouvements sociaux, demandent de plus en plus une transformation des systèmes de gouvernance. Le Pacte pour l'avenir de CGLU s'appuiera sur trois axes : les personnes, la planète et le gouvernement. L'axe du gouvernement appelle à redéfinir la gouvernance en partenariat.

2. Le Conseil politique sur la gouvernance territoriale multiniveaux et le financement durable vise à examiner les défis et les possibilités liés au renforcement d'une gouvernance territoriale multiniveaux efficace et à repenser les systèmes de financements publics infranationaux afin de concilier financement et durabilité. Cette discussion viendra alimenter le travail de la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux, axé sur la mise en place d'un suivi et d'un compte rendu par les gouvernements locaux et régionaux de la mise en œuvre des agendas mondiaux. Il



contribuera également à l'appel lancé par CGLU pour la création d'un panel international sur le financement durable des villes.

3. Depuis sa création, le Conseil politique s'est penché sur la façon de mettre en œuvre une approche territoriale intégrée du développement, en accordant une attention particulière aux questions de gouvernance, de décentralisation et de cohésion territoriale via son soutien appuyé aux recherches menées dans le cadre de l'élaboration des rapports de l'Observatoire mondial sur la démocratie locale et la décentralisation (GOLD) ainsi qu'à la localisation des financements en appui au développement durable.
4. Le Conseil politique est co-présidé par **Pablo Jurado**, président du Consortium des gouvernements de provinces autonomes d'Équateur (CONGOPE) et vice-président de CGLU pour le Forum des régions, et **Núria Marín**, maire de l'Hospitalet de Llobregat et présidente du Conseil de la province de Barcelone. Le Conseil politique compte aussi sur la participation de 11 conseiller·e·s politiques.

Priorités et objectifs renouvelés

5. Le Conseil politique s'est réuni en février 2021 pour échanger sur ses priorités et débattre de propositions concrètes basées sur son nouvel agenda, axé sur l'accès aux financements locaux et les mesures d'urgence ainsi que sur l'évolution de la gouvernance et de la co-gouvernance.
6. Les Conseiller·e·s politiques ont souligné la nécessité d'établir une relation symbiotique entre les différentes sphères du gouvernement basée sur les principes de subsidiarité et de proportionnalité, ainsi que des mécanismes de co-gouvernance, afin de promouvoir un environnement propice à la réalisation d'objectifs harmonisés.
7. Ils et elles ont également mis en avant l'importance de considérer la symbiose rurale-urbaine et l'approche territoriale comme points de départ essentiels pour appréhender les changements démographiques et la fracture numérique et garantir la cohésion en agissant dans le cadre de systèmes de villes.
8. Pour le Conseil politique, il est essentiel de renforcer l'incidence politique des gouvernements locaux et régionaux au niveau national et international au moyen de recommandations pratiques et d'analyses fondées sur des données, en particulier sur la question de la localisation du financement en appui au développement durable. Il est également crucial de renforcer et mettre en place de nouveaux partenariats multipartites impliquant les gouvernements nationaux et le secteur privé afin de créer un environnement propice permettant aux villes et aux régions de mobiliser des financements.
9. Le Conseil politique a également discuté de la nécessité de réinventer la gouvernance au regard des situations d'urgence croissantes, en tirant des leçons de l'initiative sur la gouvernance de l'urgence dans les villes et les régions, menée conjointement par CGLU, Metropolis et LSE Cities.

Octobre urbain et le Conseil politique

10. Le Conseil politique sur la gouvernance territoriale multiniveaux et le financement durable s'est réuni dans le cadre d'Octobre urbain et a abordé des sujets essentiels pour le développement du Pacte pour l'avenir de CGLU, en s'appuyant sur les réunions précédentes organisées début 2021 et en 2022.

11. La réunion a rassemblé les Conseiller·e·s politiques ainsi que des partenaires et a principalement porté sur la nécessité de garantir des ressources financières pour les gouvernements locaux et régionaux, qui ont grandement souffert du COVID-19, et sur les moyens d'atteindre cet objectif. La nécessité de parvenir à un large consensus entre les sphères de gouvernement, en donnant aux villes et aux territoires les moyens d'agir et de jouer un rôle dans la résolution au niveau local des crises telles que le changement climatique, le sans-abrisme et le manque d'accès aux services de base, ainsi que l'importance de travailler avec toutes les sphères de gouvernement et avec tous les acteurs, font partie des principaux enjeux recensés pendant la session. Les participant·e·s à la réunion ont aussi relevé des liens stratégiques avec d'autres Conseils politiques, notamment le Conseil politique sur les opportunités pour toutes et tous, la culture et la diplomatie des villes, soulignant ainsi le lien intrinsèque entre la gouvernance multiniveaux et la coopération pour le développement.
12. Les partenaires du Conseil politique ont mis en avant la nécessité d'une réponse multipartite à la crise du COVID-19, et en particulier la participation de la société civile à cette réponse. Ils ont également souligné qu'il était crucial que les financements atteignent les villes intermédiaires et les petites villes afin de continuer à fournir des infrastructures critiques pour les services de base, et qu'il convenait de repenser les cadres fiscaux pour garantir une distribution plus équitable des richesses et un environnement de fourniture de services plus sain.
13. Dans le cadre des réunions du Bureau exécutif organisées à Séville en juin 2022, le Conseil politique a aussi mis l'accent sur l'urgence de renforcer la gouvernance multiniveaux ascendante et la démocratie depuis la base afin que les besoins des personnes soient connus et traités collectivement, du niveau local jusqu'au niveau de l'État. Il est essentiel de protéger et de promouvoir la démocratie locale dans les contextes politiques complexes, car l'échec de la démocratie reflète l'échec de la gouvernance locale. Les actions entreprises au niveau mondial doivent être liées aux difficultés quotidiennes des communautés afin de transformer la gouvernance en plaçant les personnes au centre de l'action locale.

Le Pacte pour l'avenir de CGLU

14. Le Conseil politique continuera de jouer un rôle majeur dans le développement du Pacte pour l'avenir, notamment en contribuant à l'axe sur le gouvernement, mais aussi en établissant des liens avec de nombreux aspects des axes sur les personnes et la planète.
15. En septembre 2022, les Conseils politiques de CGLU ont rencontré les Town Halls de CGLU pour écouter le point de vue des gouvernements locaux et régionaux avant de parachever les documents d'orientation politique en amont de Daejeon. Le Conseil politique sur la gouvernance territoriale multiniveaux et le financement durable a rencontré les Town Halls sur la confiance et gouvernement et sur le climat et la culture pour donner des retours sur leurs documents d'orientation politique et réfléchir avec eux aux questions de coopération décentralisée et de financement durable en préparation du Congrès mondial de CGLU. À cette occasion, il a souligné que pour vraiment mettre en place une gouvernance multiniveaux, les décisions doivent être élaborées, et pas simplement prises, collectivement. La gouvernance dont le monde a besoin est une gouvernance conforme aux aspirations des communautés, et cela commence par prendre soin des personnes et de la planète.
16. Le Conseil politique continuera de promouvoir l'élaboration collective de politiques vraiment inclusives et la prise de décisions en commun comme condition préalable à la décentralisation et à la gouvernance multiniveaux. Ces deux éléments joueront un

grand rôle dans la revitalisation d'un système multilatéral dans lequel les gouvernements locaux et régionaux ont leur place à la table des décisions et qui a pour élément central le financement local et durable.